FNEC FP
FO 40

Fédération Nationale de l'Éducation,
de la Culture et de la Formation Professionelle
FORCE OUVRIÈRE
des Landes

Maison des syndicats
97 place de la Caserne Bosquet
BP 217
40000 Mont-de-Marsan
fnecfp.fo40@free.fr

Comité Social Administratif Spécial Départemental des Landes

Jeudi 26 janvier 2023

DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FNEC FP-FO 40

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,
nous voici réunis dans une instance d'un nouveau nom. Nul doute que le changement de forme appelle un changement de contenu, et que les revendications des personnels y seront mieux entendues, mieux défendues, mieux obtenues : protéger et développer le statut, améliorer les conditions de travail, défendre les plus fragiles, reconquérir les indices perdus, abaisser la charge de travail, garantir une instruction et une formation de qualité à tous nos élèves. Ce fut en tous cas le mandat clair accordé au syndicalisme de revendication, libre, indépendant et confédéré Force Ouvrière aux dernières élections professionnelles.

Bien sûr, même au titre de bonne résolution en ce début d'année, ce serait toutefois exceptionnel - au sens propre. Car, dans d'autres départements moins chanceux, le CSA SD a déjà été désavoué par un appel à faire remonter les DGH à la DOS2, je cite, « *avant la tenue du CSA SD auquel elle sera soumise* ». Déni suprême de démocratie sociale, cynisme de ceux qui ont inventé l'expression de « *dialogue social* ». Nous le dénonçons ici avec force.

DGH
Concernant la DGH, et pour nos PerDir ID-FO, le problème est l'inconnue pour l'heure de soutien/approfondissement en 6ème, et ce malgré votre visio de mardi soir ou la circulaire de la DGESCO : y aura-t-il un complément pour faire des groupes puisqu'il est entendu que le soutien avec des effectifs chargés a peu d'intérêt ? Comment faire du soutien maths et français dès le début d'année (il y a de forte chances que de nombreux élèves aient besoin des deux) ? Il faut de la DGH en plus. Or elle n'apparaît pas dans les tableaux d'évolution du projet DGH.
Ensuite, concernant le TRM, quid des profs de techno ? Car il n'est pas demandé de faire mieux à moyen constant, mais de faire plus avec moins. Une heure de soutien se substituant à une heure et demie de technologie, c'est donc une demi-heure de perte sèche. C'est très méprisant pour les collègues de techno ! Il paraît qu'il y a une circulaire en approche.... mais on n'a rien vu pour l'instant : la campagne TRM termine le 10 février, pendant les congés !!!!
Des éclaircissements étaient censés nous parvenir de la circulaire de la DGESCO. Mais il reste des zones d'ombre quant à l'organisation : s'il n'y a pas de carte scolaire, il y aura suppression des BMP de techno. Il est hors de question de faire faire n'importe quoi aux profs de techno en sous service. La trivalence est interdite !
Les chefs d'établissement, en particulier chez FO, se sentent pris pour des imbéciles, car ils se sentent dans l'incapacité d'accompagner ces enseignants qui sont très bouleversés. Ainsi, comme toujours, une info TV et tout bascule dans l'urgence. Avec Blanquer, les CdE avaient un peu de

temps pour respirer, aujourd'hui ils n'en ont plus. C'est à bout de souffle, de leur souffle, que ces réformes leur sont imposées : primaire, premier degré, collège, lycée... Tous les âges y passent. Il ne manquait plus qu'ils s'attaquent à la retraite !

DGH dans le privé ?

CLG
Dans plusieurs établissements, il manque des heures en LV2 car la DGH ne prévoit pas les 7,5 h nécessaires pour les trois années de collège, mais seulement 5h. Nous demandons la dotation horaire pour chaque langue et pour chaque année du cycle 4.
Quelles sont, d'ailleurs, les disciplines qui ne sont plus abondées, et que le chef d'établissement doit aller chercher dans la marge, l'incitant année après année à désinciter les élèves de les choisir ?

LGT BAC
La DGH des lycées ne laisse pas constater un abondement flagrant en heures-et-demies de mathématiques pour les groupes de première n'ayant pas pris la spécialité maths. Si on peut le deviner dans la dotation à Despiau, ou à Peyrehorade, il faudra nous éclairer pour les dotations des autres EPLE.
Hier se tenait devant le ministère un large rassemblement à l'initiative du SNALC, du SNES, du SNFOLC, de la CGT Educ, de SUD Educ et de toutes les associations de professeurs spécialistes, APPEP, APMEP, APSES etc., afin de demander le report des épreuves de spécialité en fin d'année scolaire. STOP à ce calendrier stupide et cruel, inféodé aux délais imposés par cette machine à faire disparaître les classes populaires des universités, j'ai nommé Parcoursup.

Enseignement Professionnel
Après les fortes mobilisations en octobre et novembre, notamment la manifestation FO du 19 novembre à Paris, la Ministre déléguée Grandjean a réussi à diviser l'intersyndicale et à étouffer la contestation... En effet, toutes les organisations syndicales, sauf le SNETAA-FO, sont occupées à participer à des GT ou à divers échanges dont on connaît, pour l'essentiel, déjà l'issue... Nous espérons que le réveil des « endormis » ne tardera pas et qu'ils sauront ensuite rejoindre le SNETAA-FO dans le combat, car les PLP et les élèves de l'Enseignement Pro méritent qu'on ne les laisse pas tomber !

Concernant les SEGPA, leur destruction en tant que structures se poursuit dans le département puisqu'une baisse du nombre d'élèves accueillis a encore été décidée.
Les moyens donnés sont toujours en diminution, de l'ordre d'une centaine d'heures. Il ne sera donc toujours pas possible, sauf à prendre dans la marge restreinte, de dédoubler toutes les heures d'atelier, qui pour une grande partie, sont remplacées par des heures d'enseignement en classe entière. Ces élèves de SEGPA, déjà en grandes difficultés scolaires, ne peuvent plus bénéficier pleinement de cet enseignement professionnel, assuré en effectif réduit, qui leur apporte confiance en eux, méthode structurante et cadre de travail. Cette réduction d'un tiers de l'enseignement en atelier pour ces élèves est un coup porté aux plus fragiles.
Rappelons également que cette décision précarise la situation des enseignants puisqu'ils sont contraints de compléter leur service, soit au collège dans une autre discipline que celle pour laquelle ils ont été recrutés, soit dans un autre établissement. Mettre des enseignants dans de telles conditions de travail, c'est dégrader la qualité de leurs enseignements, et indirectement celle d'étude des élèves les plus fragiles, mais c'est aussi dégrader leurs conditions de vie !

Nous sommes donc obligés de constater qu'entre les discours sur la qualité de vie au travail et les actes, l'autorité académique fait le grand écart et manque de cohérence.
Nous demandons que tous les moyens soient redonnés aux SEGPA des Landes afin d'assurer la mise en œuvre correcte de la politique d'accueil des élèves à besoins particuliers et celle de l'inclusion.

S'agissant des Lycées professionnels, la roue tourne. Après Tarnos l'an passé, Estève l'année précédente, voilà le tour de Parentis pour la rentrée 2023. Lorsque les effectifs augmentent, logiquement les DGH devraient augmenter, et bien là c'est l'inverse qui se produit : 9 élèves supplémentaires entraînent une diminution de plus de 40 heures sur la DGH ! Et pour couronner le tout, la structure ULIS pro sera diminuée de moitié…
Force est de constater que l'Institution poursuit sa tâche de destruction à merveille, chacun à son tour…

Destruction des conditions de désaliénation pour nos jeunes, mais destruction aussi de leurs perspectives d'avenir pour faire bonne mesure. Le « projet de Justice, d'Équilibre et de Progrès » - dans la Novlangue de McKinsey ou BlackRock - qui nous est concocté dans cette énième réforme des régimes de retraites, 30 ans après la loi scélérate de 1993, ne déroge pas à l'ambiance générale : pourrir la vie des pauvres gens, voire même maintenant de la classe moyenne en cours de paupérisation. Le 31 janvier prochain, l'intersyndicale nationale d'abord, l'intersyndicale landaise ensuite appellent à la grève et à la manifestation contre le projet de réforme des retraites. Nous invitons les personnels de la DSDEN à rejoindre la manifestation au départ des arènes, à 10 h à Mont-de-Marsan. Ce projet ne doit pas passer : il pénalise ceux qui ont commencé à travailler jeunes par le report de l'âge légal à 64 ans (ou 44 annuités), et ceux qui ont fait de longues études par le passage aux 43 annuités. Pour les profs, qui ont déjà perdu le quart de leur salaire depuis l'an 2000, on promet une triple décote s'ils partent avant 64 ans : décote sur l'âge non atteint, décote sur les annuités non faites, décote sur les six derniers mois non faits. C'est un pur sabotage, un saccage des femmes, des hommes qui ont choisi en particulier ce beau métier. Que les journées de grèves et de manifestation qui s'annoncent, nous l'espérons victorieuses, stoppent les offensives rétrogrades de ce gouvernement qui s'attache comme les précédents à détricoter nos conquis. Un certain Denis Kessler l'avait résumé en 2007 : « *La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »

Nous ne nous laisserons ni faire ni intimider par celles et ceux qui désignent, en reconnaissant sans vergogne qu'ils ne sont pas du camp des résistants, leur véritable camp. C'est précisément dans cette période de l'histoire que s'est fondée Force Ouvrière, continuant l'histoire de la véritable CGT, libre et indépendante des partis, églises et des sectes. Et c'est logiquement que ces revanchards du corporatisme nous trouveront sur leur chemin.

Résister, revendiquer, et conquérir !

Merci de votre écoute.

Lionel ST GERMAIN
Thierry CLAMENS
Nicolas GUYARD,

Représentants FNEC FP-FO au CSA SD des LANDES